

**Convention collective**

IDCC : 9161. – **ENTREPRISES AGRICOLES DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE,  
VITICULTURE, HORTICULTURE ET PÉPINIÈRES  
(CHARENTE)  
(7 juin 1990)**

(Etendue par arrêté du 13 juin 1991,  
*Journal officiel* du 29 juin 1991)

■ *Journal officiel* du 5 septembre 2007

**Arrêté du 28 août 2007 portant extension d'avenants à la convention collective de travail concernant les entreprises agricoles de polyclture, élevage, viticulture, horticulture et pépinières du département de la Charente (n° 9161)**

NOR : AGRF0764157A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 131-3, L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 13 juin 1991 portant extension de la convention collective de travail du 7 juin 1990 concernant les entreprises agricoles de polyclture, élevage, viticulture, horticulture et pépinières du département de la Charente et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu les avenants du 15 janvier 2007 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 18 juillet 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions des avenants n°s 94 et 95 du 15 janvier 2007 à la convention collective de travail du 7 juin 1990 concernant les entreprises agricoles de polyclture, élevage, viticulture, horticulture et pépinières du département

de la Charente sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des avenants visés à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

## **Article 3**

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 août 2007.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du travail,  
chargé de la sous-direction  
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de ces avenants a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/19, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.